

## *Jacques Chirac devant l'opinion (1970-1985)*

JEAN-LUC PARODI

Comme les grands fauves, les hommes politiques conservent toute leur vie les cicatrices des combats qu'ils ont dû mener. Leur image dans l'opinion porte la trace de ces affrontements et résulte à chaque moment d'une alchimie subtile entre les effets de leur activité présente et le souvenir de leurs actes passés. Jacques Chirac n'échappe pas à la règle. « Jeune loup » pompidolien des années soixante-dix, diviseur de l'UNR à l'élection présidentielle de 1974, précoce Premier ministre giscardien durant deux ans, dissident « agité » de la majorité de droite de 1976 à 1981 réorientant vers la droite le néo-gaullisme RPR, leader de fait de l'opposition de 1981 à 1983, pris en tenaille depuis deux ans entre une extrême-droite renaissante et un barrisme renouvelé, J. Chirac a forgé au cours de ces quinze ans les principales caractéristiques de son image et l'analyse chronologique s'impose pour en retrouver et en analyser brièvement les strates successives.

● *La notoriété ministérielle.* — Quatre variables d'importance décroissante structurent pour l'essentiel la popularité des hommes politiques et expliquent les différences de niveau : la notoriété, la « centralité », les événements fondateurs, l'identification (1). La notoriété, J. Chirac va l'acquérir relativement rapidement entre 1971 et 1973, responsabilités ministérielles aidant. En mai 1971, date de son apparition dans les sondages d'opinion, il est encore ignoré de 76 % des Français (susitant seulement 15 % d'opinions positives et 9 % de négatives) et arrive au dernier rang des 24 hommes politiques testés dans cette enquête de l'IFOP (2). Un an et demi plus tard, en octobre 1972, la situation n'a guère progressé : inconnu ou presque

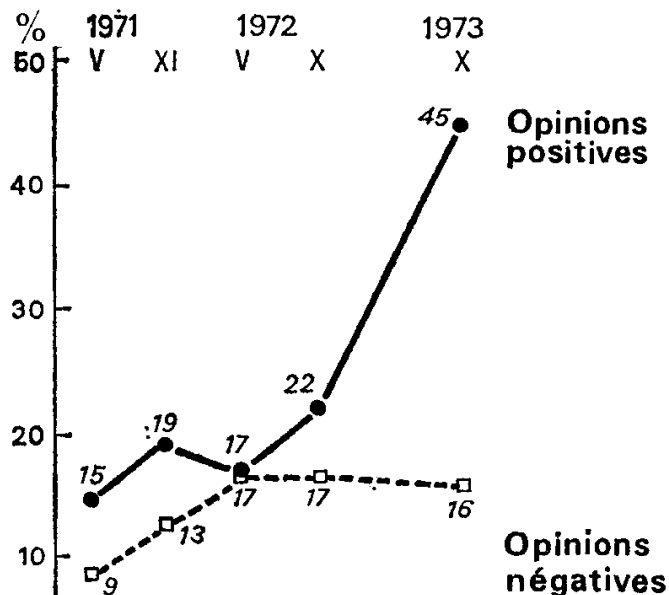
(1) Voir Jean-Luc Parodi, « Les structures élémentaires de la popularité politique sous la V<sup>e</sup> République », article à paraître.

(2) *Sondages*, 1971, 1-2, p. 31-40. Pour les enquêtes suivantes : *Sondages*, 1972, 3, p. 51-61 ; 1973, 2-3, p. 9-15 ; 1974, 1-2, p. 126-133.

de 61 % des Français, il reste à l'avant-dernier rang des 13 personnalités de la majorité mesurées.

Un an plus tard, en octobre 1973, il n'en est plus de même. Sa popularité a crû spectaculairement, gagnant en un an 22 points de notoriété, tous dans le sens favorable. Avec 45 % d'opinions positives, il se situe à cette date aux premiers rangs des hommes politiques de la majorité. Ses fonctions ministérielles, dans des postes dotés d'une grande visibilité (ministre chargé des relations avec le Parlement puis ministre de l'agriculture), la confiance que lui accorde le Président de la République, le mélange de jeunesse, de compétence et de combativité qui le caractérisent expliquent cette progression, que la pauvreté des données ne permet pas d'analyser plus avant.

#### La notoriété vient au ministre



GRAPHIQUE 1. — La popularité IFOP de J. Chirac (1971-1973)

• *Le jeune Premier ministre (1974-1976).* — Dans toute étude de popularité, on doit distinguer les jugements qui portent sur le discours et ceux qui portent sur l'action : tout naturellement les premiers pèsent plus pour les personnalités politiques dans l'opposition, les seconds l'emportent pour celles qui exercent le pouvoir. Jeune Premier ministre giscardien, J. Chirac confirme en quelques mois sa notoriété déjà grandissante et voit sa popularité globale s'aligner, comme il est classique sous la V<sup>e</sup> République, sur celle de son Président, cependant que s'accroissent encore certains traits de son image personnelle.

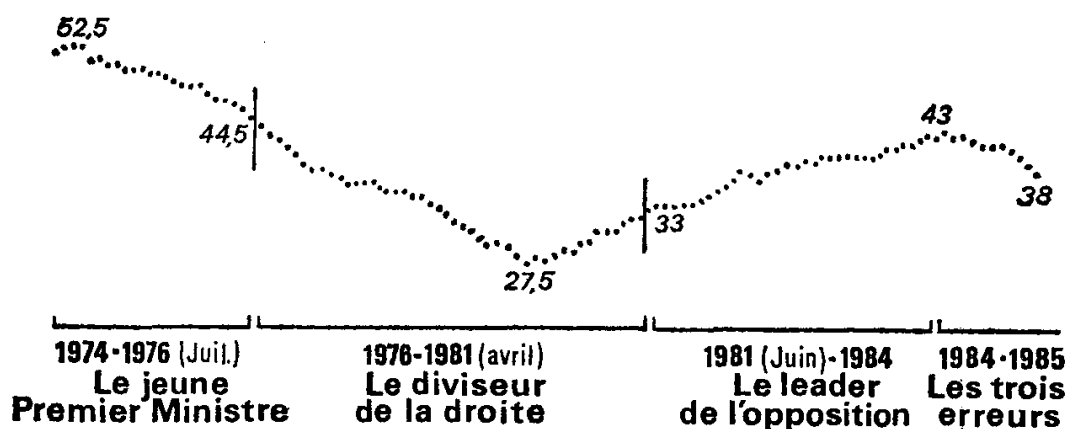
En un semestre, l'incertitude de l'opinion s'estompe dans la cote IFOP de satisfaction du Premier ministre : d'avril à décembre 1974, les « sans opinion » descendent de 46 % à 20 %, ce changement se faisant cette fois-ci plutôt au profit du mécontentement qui s'élève de 20 % à 39 % que de la

satisfaction qui ne progresse que de 34 % à 41 %. Cette évolution générale est trop parallèle à celle du Président de la République durant la même période (— 28 % de « sans opinion », + 24 % de mécontentement, + 4 % de satisfaction) pour ne pas relever d'une explication globale de la cote des gouvernants. Il en va de même jusqu'à l'été 1976, la cote de satisfaction de J. Chirac restant en moyenne pour l'ensemble de la période de 10 points inférieure à celle de V. Giscard d'Estaing (3).

Cette logique gouvernementale dominante des perceptions chiraciennes s'accompagne à la fois d'une progressive réduction du crédit de confiance SOFRES et de l'accentuation d'une image aux traits saillants et contrastés.

Très bonne aux lendemains de sa nomination, 53 %, sa cote d'avenir SOFRES semble faite de jeunesse personnelle et d'illusion générale de changement, qu'il faudrait comparer aux scores exceptionnels des leaders de la gauche aux lendemains de l'alternance de 1981. J. Chirac n'a jamais

**La dialectique de l'union et de la désunion**



GRAPHIQUE 2. — La cote d'avenir SOFRES de J. Chirac (moyenne mobile sur 12 mois 1974-1985)

jusqu'ici retrouvé un tel niveau et descendra par paliers successifs jusqu'à 41 % à la veille de son départ (graphique 2).

Mais déjà sont présents dans son image personnelle certains des traits que l'on retrouvera plus tard et qui proviennent, et de sa dissidence de 1974 à l'égard de sa candidature de J. Chaban-Delmas et de ses attaques de 1974-1976 à l'égard de la gauche.

En juin 1975, par exemple, les deux qualificatifs qui paraissent dans l'ensemble de l'opinion le mieux correspondre à son image sont « entêté » : 65 %, et « dur » : 64 %, il est jugé également « prétentieux » (54 %) mais aussi « ouvert au dialogue » (52 %). Ses attaques à l'égard de l'opposition

(3) Retard minimum 7 points en avril et décembre 1974, retard maximum 14 points en décembre 1975.

de gauche paraissant pour un tiers des Français trop fortes et trop nombreuses (4). Mais ce qui irrite à gauche ne déplaît pas forcément à droite. Et si la combativité de J. Chirac commence déjà à structurer son image et à la « droitiser », elle ne le conduit pas encore à diviser la droite.

A la veille de son départ, la popularité de J. Chirac — un peu moins de 40 % de satisfaction IFOP, un peu plus de 40 % d'avenir souhaité SOFRES — résulte ainsi d'une notoriété assurée par la fonction de Premier ministre, d'un soutien limité à gauche par ses attaques renouvelées contre l'opposition et d'une image encore riche de potentialités mais déjà marquées par les effets contradictoires de sa combativité.

• *Le diviseur de la droite 1976-1981.* — En cinq ans, la démission du gouvernement, la création du RPR, la candidature puis l'élection à la mairie de Paris, la discorde introduite dans la majorité et que symbolisera l'appel de Cochin, enfin la concurrence pour l'élection présidentielle de 1981 vont modifier les caractéristiques de sa popularité. Des nombreuses enquêtes effectuées durant cette période (5), on ne retiendra que les quatre enseignements principaux : la considérable régression due à son image de diviseur de la majorité, la forte hostilité qu'il suscite, le « droitisme » de sa situation sur l'axe gauche-droite, enfin l'accentuation de sa dimension nationale. Reprenons-les brièvement.

La courbe d'avenir souhaitée (SOFRES) qui s'était alignée pendant un premier temps, on l'a vu sur la cote présidentielle (1974-juillet 1976), révèle, en effet, à partir de l'automne 1976 une évolution autonome qui se caractérise par une alternance de chutes brusques quand il met en cause la cohésion majoritaire ou la légitimité présidentielle (démission de Premier ministre, candidature à la mairie de Paris, appel de Cochin, campagne des élections européennes) et de périodes de stabilisation généralement à mi-chemin du point de chute et du point de départ. En juillet puis en décembre 1979, J. Chirac — qui en raison du caractère très personnel de sa direction à la tête du RPR entraîne celui-ci dans la défaveur de l'opinion — atteint les niveaux les plus bas de son histoire : 24 % puis 23 % seulement d'avenir souhaité. Son éloignement progressif des querelles de la majorité lui permettra de redresser un peu la situation au cours de l'année 1980 et de toucher même à la veille de l'élection présidentielle en avril 1981 les bénéfices très provisoires de l'antigiscardisme (6).

Cet écroulement de sa cote d'avenir SOFRES s'accompagne d'une relativement forte hostilité que l'on peut mesurer à travers sept enquêtes de l'IFOP (7). De septembre 1977 à novembre 1979, la proportion de « mauvaise opinion » tourne autour de 40 % et ne descend jamais en dessous de 37 %. Seuls G. Marchais à gauche, et à droite M. Poniatowski, J.-J. Servan-

(4) *Sondages*, 1975, 3-4, p. 18-22.

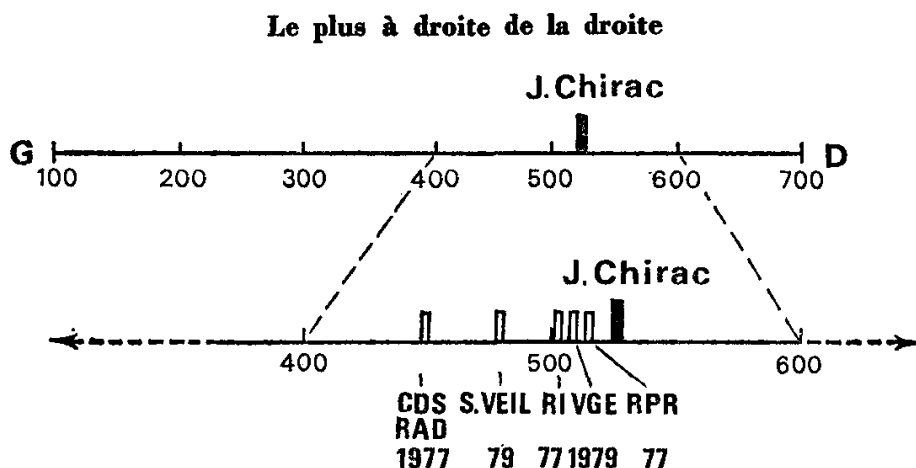
(5) Voir SOFRES, *L'opinion française en 1977*, Presses de la FNSP, 1978, p. 253-264 ; *Sondages*, 1978, 2-3.

(6) 43 % en avril 1981, contre 32 % deux mois avant et 31 % trois mois après.

(7) 46 % de bonne opinion, en moyenne, pour les sept enquêtes.

Schreiber et J. Lecanuet connaissent au moins une fois dans les mêmes enquêtes un taux de « mauvaises opinions » plus élevé. Pour ce qui le concerne, cette défaveur à l'égard de J. Chirac résulte très logiquement de l'addition de l'hostilité de la gauche et de celle d'une fraction de la droite modérée.

Les critiques de J. Chirac à toute ouverture de la majorité vers le centre-gauche et la tonalité donnée à la création du RPR ont en effet contribué à « droitiser » son image. En 1979, par exemple, 48 % des Français le classent très à droite ou à l'extrême-droite (positions 6 et 7 d'une échelle à sept positions) contre 38 % qui en font de même pour V. Giscard d'Estaing et 33 % pour S. Veil (8). Calculé sur les personnes qui s'expriment, et transformé en indice, ce jugement le situe comme suit sur l'axe gauche-droite et le montre toujours plus à droite qu'aucune des autres incarnations de la majorité (graphique 3).



GRAPHIQUE 3. — La situation de J. Chirac sur l'axe gauche-droite (en 1977, SOFRES, et 1979, Harris-France)

Cependant, le souvenir de sa fonction (53 % des Français pensent que dans l'ensemble il a été un bon Premier ministre), le dynamisme de sa formation (40 % pensent que le RPR est le parti le plus puissant de la majorité contre 20 % les RI et 6 % pour les centristes) et la hauteur de son objectif présidentiel lui confèrent une dimension nationale incontestable. Cela apparaît par exemple dans les questions d'aptitude à la fonction présidentielle (9), J. Chirac étant le seul avec F. Mitterrand à obtenir toujours plus de 30 % de réponses favorables (43 % en septembre 1977, 38 % en novembre, 31 % en janvier 1978, 40 % en septembre de la même année). Cette image de présidentiable s'accompagne de la création d'un électorat proprement chiraquien : dès 1977, 9 % des Français pensent qu'ils voteraient

(8) Enquête L. Harris-France, 16-19 mai 1979, *L'Express*.

(9) Enquêtes IFOP, *France-Soir*.

sûrement pour lui s'il était un jour candidat à la présidence de la République et 29 % peut-être (10).

● *Le leader de fait de l'opposition 1981-1983.* — Au lendemain de l'alternance, le traumatisme de l'affrontement fratricide et de la double défaite électorale laisse des cicatrices dont on retrouve les traces dans l'impopularité majoritaire qui caractérise la cote de J. Chirac (comme celles de V. Giscard d'Estaing et R. Barre). Puis le temps produit ses effets. Au terme des deux premières années d'opposition, J. Chirac et avec lui le RPR en apparaissent comme les principaux bénéficiaires. Sa cote d'avenir SOFRES remonte presque régulièrement de 31 % en juillet 1981 à 46 % en juillet 1983 et la proportion de bonne opinion IFOP progresse de façon analogue de 30 % en août 1981 à 47 % en 1983. Durant deux ans, en l'absence de V. Giscard d'Estaing, condamné par l'échec au silence provisoire, et de R. Barre, volontairement effacé, J. Chirac a pu occuper le terrain parlementaire et partisan, gommer un peu les traits les plus défavorables de son image (par un discours d'union et de critique au moins au début modérée de l'action gouvernementale), en renforcer les plus favorables (mairie de Paris) et apparaître comme le véritable leader de l'opposition. D'octobre 1981 à octobre 1982, il parvient même à dépasser S. Veil et à prendre la tête des leaders de l'opposition de droite. Il le fait aussi en terme de concurrence : aux yeux des sympathisants de l'opposition, il apparaît constamment comme le « meilleur candidat face à la gauche s'il y avait une élection présidentielle » (11).

	Mai 1982	Février 1983	Juin 1983
Jacques Chirac	64 %	59 %	49 %
Raymond Barre	6 -	15 -	25 -
Valéry Giscard d'Estaing	23 -	19 -	20 -
Aucun de ceux-ci/ Sans opinion	7 -	7 -	6 -

Au terme de l'année 1983, Alain Duhamel peut rassembler ainsi les principaux traits de son image : « C'est une image de combat, fondée sur le caractère, arc-boutée sur l'énergie. » Lorsqu'on demande aux Français de classer dans l'ordre les qualités qui définissent le mieux le député de la Corrèze, ce sont toujours la détermination et l'allant qui viennent en tête, puis — à bonne distance — la compétence et la franchise. En revanche, le maire de Paris est regardé comme froid et éloigné des préoccupations des gens... On lui reconnaît une grande aptitude à renforcer l'autorité de l'État, à assurer la sécurité des citoyens, à conduire la politique étrangère et, dans

(10) SOFRES, *L'opinion française en 1977*, Presses de la FNSP, p. 257.

(11) SOFRES, *Opinion publique 1984*, Gallimard, p. 92.

une moindre mesure, l'économie. Mais il n'est pas regardé comme un rassembleur ou un défenseur des salariés. Il n'inspire pas une grande sympathie aux Français : 34 % seulement de réponses positives... 58 % de réponses négatives... Jacques Chirac est en somme considéré comme un homme de reconquête et même de revanche. Cependant, son aptitude à faire un bon Président est davantage reconnue qu'avant... Et surtout, il est regardé comme un homme d'avenir par 60 % des Français contre 23 %. Il a le profil même de l'opposant décidé, combatif, redoutable. Il fait en somme aujourd'hui un excellent candidat potentiel de premier tour — celui des « primaires » —, un moins bon candidat du second tour — celui des « rassembleurs » (12).

• *Les trois erreurs (1984-1985)*. — C'est probablement la mauvaise gestion tactique d'une stratégie juste qui va expliquer, après la stabilité globale de 1984, le recul général en 1985 de la popularité chiraquienne. Pour atténuer ses traits excessifs, pour « dé-droitiser » son image, bref pour faciliter le jour venu le report sur son nom au second tour de l'élection présidentielle des électeurs les plus centristes et les plus hésitants, il fallait bien définir et appliquer une stratégie à long terme dite de « recentrage ». Mais les évolutions de l'opinion, mal anticipées par le RPR et son leader, vont provoquer des applications à contretemps. Trois erreurs commises par J. Chirac en 1984 et début 1985 expliquent la nouvelle orientation vers la baisse de sa popularité après deux ans de montée régulière et une année de stabilité.

Première erreur, le non-marquage de son territoire politique par rapport au Front national. En bonne théorie des systèmes de partis, chaque formation politique est constamment menacée par l'expansionnisme potentiel de ses voisins et doit donc délimiter et constamment défendre son territoire. Pour avoir très insuffisamment marqué la différence entre le RPR et le Front national aux premiers signes de développement de celui-ci, pour avoir laissé comprendre au moins dans un premier temps qu'il n'était qu'un RPR plus dur et plus combatif, J. Chirac a laissé s'abaisser la barrière qui séparait jusqu'alors la droite de l'extrême-droite et en a bien malgré lui facilité ainsi le franchissement pour toute une frange d'électeurs volatiles.

Deuxième erreur, maintes fois soulignée, la liste unique de l'opposition aux élections européennes sous la direction de S. Veil et donc l'absence du RPR qui va laisser un large espace politique ouvert sur la droite, immédiatement occupé par le Front national. Le succès de celui-ci, confirmé un an plus tard aux élections cantonales, constitue dès lors un fait politique sur lequel il n'est plus possible de revenir. En prenant, à l'occasion de ces cantonales, la position très ferme de différenciation à l'égard de J.-M. Le Pen, mais bien tardivement, celle-là même qu'il n'avait pas su prendre un an plus tôt, J. Chirac ne pouvait pas ne pas avoir à en payer le prix.

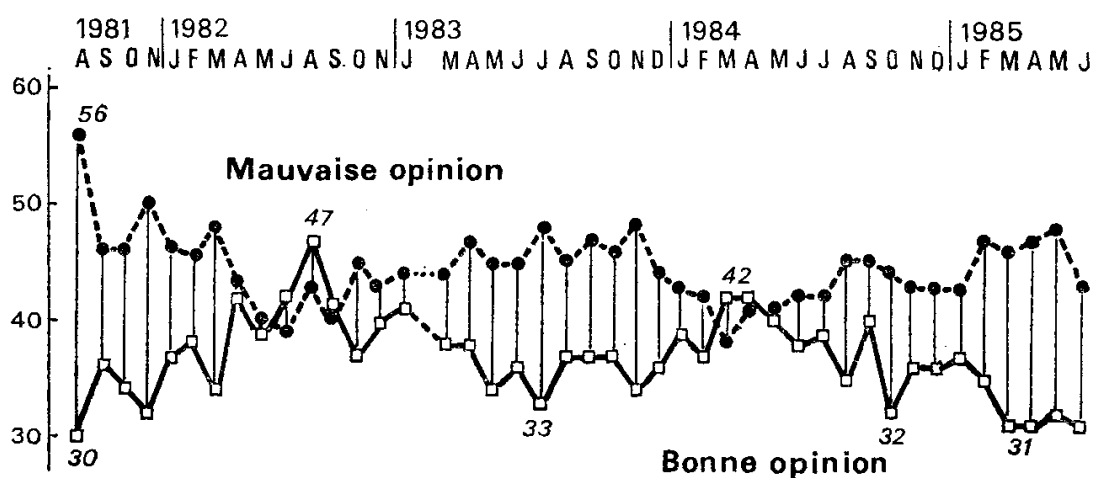
Troisième erreur, les retrouvailles spectaculaires avec V. Giscard

(12) SOFRES, *Opinion publique 1984*, p. 93-94.

d'Estaing qui, du fait même de l'absence de R. Barre, ont été perçues par beaucoup comme une nouvelle opération de division de l'opposition de droite et ont réveillé le spectre du Chirac diviseur des années 1976-1981.

En difficulté avec les électeurs de gauche quand il prend à l'occasion des campagnes électorales la tête des bataillons de la droite, en difficulté avec les électeurs tentés par le Front national quand il l'exclut soudainement de l'opposition légitime, en difficulté avec les barristes modérés quand il participe par le discours ou par l'action à des opérations qu'ils jugent hostiles à leur leader, J. Chirac cumule au moins provisoirement un triple mécontentement.

#### L'impopolarité dominante



GRAPHIQUE 4. — La cote de bonne opinion IFOP (1981-1985)

En définitive, on pressent dans la popularité chiraquienne le jeu combiné de trois logiques, d'ancienneté différente.

Une *logique gouvernementale* tout d'abord : ancien ministre, ancien Premier ministre, ancien candidat à la Présidence de la République, J. Chirac lui doit sa notoriété, sa compétence présumée et une sorte d'image de généraliste de la politique. C'est encore de cette logique d'exercice du pouvoir que relève son image très favorable de maire de Paris, progressivement occultée au cours des deux dernières années.

Une *logique de désunion* ensuite que scandent la démission de gouvernement, la création du RPR, l'appel de Cochin, la campagne électorale fratricide de 1981. Logique si profondément ancrée dans l'opinion, que trois ans de discours unioniste n'ont pu la faire disparaître, qu'une critique, une réserve, une fausse manœuvre suffisent à la remettre à jour.

Une *logique du droitisme combatif* enfin. Nettement situé à droite par son opposition à l'égard de l'union de la gauche des années soixante-dix, confirmé dans cette situation par son refus plus affirmé encore de la gauche



au pouvoir, plus fortement associé à la dimension partisane du RPR qu'à celle, plus rassembleuse, de maire de Paris, J. Chirac doit à cette logique ses succès d'image dès que l'on parle autorité ou sécurité, mais aussi la forte hostilité qu'il provoque dans les rangs de la gauche et les réticences qu'il suscite parfois dans le Marais, particulièrement quand il semble mettre en cause la légitimité institutionnelle de la gauche ou en proposer des raccourcis électoraux.

C'est dans l'importance relative qu'a pu prendre dans le passé chacune de ces logiques qu'il faut chercher les raisons de la popularité chiraquienne, et probablement de ses évolutions prochaines.